



LES MEMBRES DU CONGRÈS QUI POURRAIENT CHANGER LE MONDE

JULIEN TOURREILLE

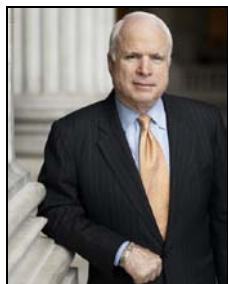
*Directeur adjoint de l'Observatoire sur les États-Unis,
Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques
tourreille.julien@uqam.ca*

Barack Obama a plus que doublé le nombre de soldats déployés en Afghanistan depuis son arrivée à la Maison-Blanche ; l'Iran maintient ses ambitions nucléaires ; le devenir de la relation entre l'Irak et les États-Unis demeure incertain ; l'usage d'aéronefs sans pilote (les drones) dans la lutte contre le terrorisme, au Pakistan ou au Yémen, s'est considérablement intensifié depuis 2009. Aucun de ces sujets majeurs sur la scène internationale ne fut cependant au cœur de la campagne pour les élections de mi-mandat du 2 novembre dernier.

Dès lors, les résultats de ces élections ne sembleraient avoir qu'une influence indirecte sur la politique étrangère américaine. Or, même si le Congrès a, depuis 1945, largement renoncé à ses prérogatives constitutionnelles en matière de relations extérieures et a laissé l'initiative à la présidence dans ce domaine, il n'en demeure pas moins un acteur incontournable dans la politique étrangère des États-Unis. Il ne déclare certes plus de guerre (la dernière fois fut en 1942), il ratifie de moins en moins de traités internationaux, mais il dispose toujours de deux moyens principaux pour peser sur le cours de la politique étrangère. Premièrement, il alloue les budgets qui permettent aux institutions gouvernementales d'agir sur la scène internationale. Deuxièmement, il est un lieu de débat qui donne le ton et façonne le climat politique dans lequel la présidence mène la politique étrangère.

Cette chronique ne prétend pas prédire la dynamique entre le président Obama et le Congrès en matière de politique étrangère d'ici 2012. Elle ne saurait non plus proposer des scénarios prospectifs précis et péremptores quant à l'évolution des positions du Congrès vis-à-vis de tel ou tel enjeu international. Il existe certes des sujets sur lesquels il convient dès à présent de garder un œil attentif : les aléas de la ratification du traité New START par le Sénat, l'évaluation de la situation en Afghanistan que doit mener l'administration Obama au mois de décembre ou encore les discussions avec l'Iran. De futurs textes les chroniqueront et analyseront plus en détails. L'objectif de cette chronique est plus modeste mais tout aussi important. Il s'agit en effet de présenter brièvement les principaux membres du Congrès (ou ex-membre) à surveiller pour mieux comprendre la politique étrangère des États-Unis jusqu'à 2012.

Au Sénat



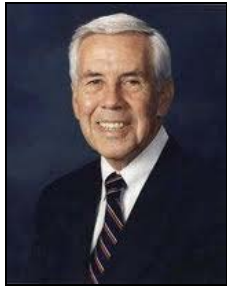
John McCain, sénateur républicain de l'Arizona. Le perdant de l'élection présidentielle de 2008 sera un acteur incontournable sur le dossier de l'Afghanistan. Partisan d'une intensification de l'effort américain dans ce pays, il a soutenu l'envoi de soldats supplémentaires par Barack Obama. Il a par contre critiqué l'annonce de juillet 2011 comme date à laquelle les forces américaines commenceraient à se retirer. Avec l'approche de cette échéance et alors que l'administration Obama va examiner au cours du mois de décembre 2010 l'évolution de la situation sur le théâtre afghan, John McCain devrait être un membre du Congrès particulièrement actif, particulièrement en se faisant le porte-parole de militaires américains qui souhaitent un échéancier plus flexible que celui envisagé par la Maison-Blanche. John McCain est également opposé à l'abrogation de la politique « don't ask, don't tell » en vigueur au département de la Défense concernant l'homosexualité des membres des forces arméesⁱ.



John Kyl : le second sénateur républicain de l'Arizona sera un acteur à surveiller dans le cadre du processus de ratification par le Sénat du traité New START, sujet sur lequel il fait figure d'autorité au sein de son parti. Il réclame toutes sortes de concessions à la Maison-Blanche en échange de son appui au traité, dont des garanties d'investissements pour la modernisation de l'arsenal nucléaire américainⁱⁱ. Si ses demandes sont acceptées, il n'est toutefois pas garanti qu'il facilite la ratification du traité. Kyl fait par ailleurs obstacle à la confirmation par le Sénat d'ambassadeurs nommés par la Maison-Blanche. C'est le cas pour Robert Ford, désigné pour être le premier ambassadeur américain en Syrie depuis 5 ansⁱⁱⁱ, et Frank Ricciardone, pressenti pour occuper le poste en Turquie^{iv}.



Jim DeMint : le sénateur républicain de la Caroline du Sud est la figure de proue du *Tea Party* au Sénat. À ce titre, il devrait devenir la référence en matière de politique étrangère pour les membres du Congrès se réclamant de cette mouvance. DeMint est opposé à la quasi-totalité de l'agenda de politique étrangère de l'administration Obama, notamment le traité New START avec la Russie. Membre de la commission sénatoriale sur les affaires étrangères, il milite pour la mise en place d'un bouclier anti-missile et s'oppose à tout financement par les Etats-Unis d'institutions ou organisations internationales favorisant l'avortement.



Richard Lugar : le sénateur républicain de l'Indiana devrait jouer un rôle accru en matière de politique étrangère, tant il apparaît comme l'un des seuls sénateurs républicains (les autres étant Bob Corker du Tennessee et Olympia Snowe du Maine) avec lequel l'administration Obama pourra parvenir à des accords. Richard Lugar est par exemple le seul sénateur républicain qui ait manifesté son appui au traité New START.



Russell Feingold : le sénateur démocrate sortant du Wisconsin (il n'a pas été réélu le 2 novembre) représente une partie de l'électorat démocrate mal à l'aise vis-à-vis de la politique de l'administration Obama en Afghanistan. Opposé à la stratégie de sursaut annoncée en décembre 2009, il accorde une grande importance à l'échéance de juillet 2011 pour entamer un véritable retrait des forces américaines. Bien qu'il ait perdu son siège de sénateur, il demeure une figure importante du parti démocrate respectée sur les questions de politique étrangère. Advenant que le président Obama interprète de manière trop flexible la date de juillet 2011, Russell Feingold pourrait cristalliser une bonne partie du mécontentement de l'électorat démocrate et devenir éventuellement un problème pour Barack Obama dans la perspective de l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 2012.

À la Chambre des représentants



Eric Cantor : le représentant républicain de l'Ohio est pressenti pour devenir le *leader* parlementaire de la majorité à la Chambre à partir de janvier prochain. Il est très actif sur les dossiers impliquant l'Iran et Israël. Il ainsi milite pour une position plus dure vis-à-vis du premier et est favorable à un soutien total du second. Eric Cantor semble également devoir s'opposer aux programmes d'aide internationale du département d'État destinés à des pays qu'il ne juge pas totalement favorables aux Etats-Unis^v. Ce type de position pourraient singulièrement compliquer la relation des Etats-Unis avec la Turquie, l'Egypte, ou encore l'Autorité Palestinienne.



Ileana Ros-Lehtinen : la représentante républicaine de la Floride est pressentie pour devenir présidente de la commission de la Chambre sur les affaires étrangères à partir de janvier prochain. D'origine cubaine, elle est vigoureusement opposée à toute politique d'ouverture vis-à-vis de Cuba. Elle a même par le passé manifesté son appui à l'assassinat de Fidel Castro^{vi}. Plus globalement, Ileana Ros-Lehtinen est favorable à un contrôle accru de l'aide internationale américaine, sujet sur lequel elle considère que les Etats-Unis pourraient faire des économies. Elle a ainsi introduit des projets de lois destinés à réduire la contribution financière des Etats-Unis aux Nations Unies et à l'Autorité Palestinienne^{vii}.



Kay Grander : la représentante républicaine du Texas pourrait devenir présidente du *Appropriations subcommittee for State Department and foreign operations*. Elle disposerait ainsi d'une position d'influence pour faire valoir ses positions pour le moins sceptiques vis-à-vis de l'aide internationale américaine. Elle considère par exemple que les sommes allouées à cette aide contribuent au déficit budgétaire et qu'elles serviraient mieux les forces armées. Kay Grander s'est par exemple opposée à l'aide allouée par le département d'État au Sénégal, jugeant les réformes internes menées par le gouvernement sénégalais insuffisantes^{viii}.

Contrairement à la politique intérieure, la politique étrangère est un domaine dans lequel le président des États-Unis dispose d'une marge de manœuvre certaine vis-à-vis du Congrès. Cependant, les gains républicains et les positions des quelques représentants importants que nous avons présentés ici laissent présager que les affaires internationales ne seront pas nécessairement un refuge paisible pour Barack Obama. Les préférences et les humeurs du Congrès sont un élément important qui s'ajoute aux dynamiques propres de la scène internationale (avec ses soubresauts et ses surprises) et autres contraintes structurelles (la dette américaine pour ne citer que la plus préoccupante) qui pèsent sur la politique étrangère américaine.

ⁱ Pour plus de détails sur cette politique, voir Sarah Veilleux-Poulin, « Don't Ask Don't Tell. La communauté gaie devra-t-elle abdiquer encore une fois ? », *Analyse stratégique Chaire Raoul-Dandurand*, 19 octobre 2010.

Disponible en ligne :

http://www.dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/SarahVP_dont_ask_dont_tell_191010.pdf

ⁱⁱ Jon Kyl, « The New Start Treaty: Time for a Careful Look », *The Wall Street Journal*, 8 juillet 2010.

ⁱⁱⁱ Josh Rogin, « Republican senators threaten to block Ford nomination », *Foreignpolicy.com*, 18 mai 2010.

^{iv} Josh Rogin, « Battle brews over nominee for ambassador to Turkey », *Foreignpolicy.com*, 9 juillet 2010.

^v Josh Rogin, « Who Will Stand Between Obama and the World », *Foreignpolicy.com*, 25 octobre 2010.

^{vi} Josh Rogin, « Who Will Stand Between Obama and the World », *Foreignpolicy.com*, 25 octobre 2010.

^{vii} Voir <http://ros-lehtinen.house.gov/PRArticle.aspx?NewsID=208>

^{viii} Chuck Neubauer et Matthew Cella, « U.S. aid meant to reward reforms goes to countries listed as corrupt », *Washington Times*, 22 août 2010.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies